Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

154-155 | 2018

Violences et terreurs

Raisons et déraisons de la terreur

Marion Aubrée, Laurent Bazin et Monique Selim

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7027>

DOI : 10.4000/jda.7027

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 17-40

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marion Aubrée, Laurent Bazin et Monique Selim, « Raisons et déraisons de la terreur », *Journal des anthropologues* [En ligne], 154-155 | 2018, mis en ligne le 15 novembre 2020, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7027>

RAISONS ET DÉRAISONS DE LA TERREUR

Marion AUBRÉE* – Laurent BAZIN** – Monique SELIM***

Nommer violences des actes, des comportements implique un arrachement aux normes qui régissent un groupe et leur contestation potentielle. Le terme de violence comporte une négativité contradictoire avec l'orientation première de l'anthropologie pour des sociétés autres, lointaines qu'elle s'efforce de comprendre avec un regard positif, bienveillant. La désignation de violences constitue ainsi une émergence relativement récente pour les anthropologues, toujours soucieux de se dégager de tout jugement ethnocentré.

Les anthropologues se sont intéressés, dès l'abord, à des phénomènes rituels et symboliques qui étaient au fondement même

* EHESS-CRBC/CéSor (Centre de Recherche sur le Brésil Contemporain/ Centre d'études en sciences sociales du religieux) – 54, boulevard Raspail, 75006 Paris

Courriel : marion.aubree@ehess.fr

** CNRS-CLERSÉ, UMR 8019 CNRS, université de Lille, Bâtiment SH2 – 59655 Villeneuve d'Ascq cedex

IRD-CESSMA, UMR 245 IRD, université Paris-Diderot, Inalco

Courriel : bazinlaurent@wanadoo.fr

*** IRD-CESSMA, UMR 245 IRD, université Paris-Diderot, Inalco – 8, rue Albert Einstein, Bât. Olympe de Gouges, 75205 Paris cedex

Courriel : monique.selim@ird.fr

de leur discipline, sans mettre l'accent sur la dimension de violence qu'ils y décelaient. Ils les ont décrits et ont analysé les significations multiples que ces phénomènes peuvent revêtir dans chaque système social ou chaque religion institutionnalisée sans insister sur ce qui aujourd'hui est pensé comme leur violence intrinsèque (Aubrée, 2004). Toutefois, si l'interprétation du rite s'attache à dévoiler son sens structurel et collectif, elle occulte en revanche inévitablement la dimension de souffrance personnelle des acteurs et leur soumission au pouvoir symbolique qui tire son autorité de la tradition. Ainsi, l'appréhension historique par les anthropologues de l'excision est, de ce point de vue, exemplaire si l'on se souvient que, jusque dans les années 1980, cette pratique coutumière destinée à « fabriquer socialement des femmes » était vue par nombre d'entre eux comme devant s'éteindre grâce à la dynamique propre au développement de l'éducation « civilisatrice ». Pourtant, à la même époque, la révolte grondait parmi les féministes et quelques sociétés civiles avançaient l'idée d'une interdiction. Aujourd'hui où la circoncision rentre dans l'orbite des vigilances globales contre les atteintes corporelles aux enfants et pourrait être interdite au Danemark, cette attitude intellectuelle attentiste mérite d'être inscrite dans les archives mémorielles de l'anthropologie.

Un objet anthropologique paradoxal

Actuellement les mobilisations numériques contre le harcèlement sexuel semblent laisser également presque indifférents les anthropologues alors même que cette nouvelle forme de mouvement social est déjà l'objet d'attentions soutenues de la part de sociologues et de politistes. On pourrait multiplier les exemples et citer les violences destructrices de ceux qu'on dénomme de l'extérieur les Black blocs qui font couler l'encre des médias mais paraissent avoir peu suscité la curiosité d'anthropologues, malgré leurs actions retentissantes dans toutes les dernières manifestations de l'année 2018. La violence étatique, policière, n'a guère été plus prise en compte dans le champ anthropologique, quel que soit le contexte dans lequel elle intervient.

Ainsi, alors que les attentats se multiplient partout dans le monde, qu'ils prennent de nouvelles formes et de nouveaux noms et finalement se banalisent, on remarque des recherches de plus en plus nombreuses en provenance de disciplines variées, commanditées ou spontanées, financées ou non, avec une attention nouvelle sur les femmes terroristes. L'anthropologie est peu présente dans ce paysage et ce sont ces observations diverses qui ont motivé la préparation de ce numéro portant sur les phénomènes de violence et de terreur. Nous voulions en effet appréhender, en anthropologues, les configurations actuelles de violence et de terreur sans pour autant les réduire au débat sur l'islam et le djihadisme, auquel des anthropologues ont participé activement, à l'instar d'Alain Bertho (2016) formulant l'hypothèse d'une islamisation de la révolte, proche en cela des thèses avancées par Olivier Roy.

Les réponses à notre appel à contributions sont venues des différentes disciplines de sciences sociales et ont porté sur une grande diversité de formes de violence et de terreur dans tous les continents. C'est ainsi que sont traitées dans les diverses recherches ici présentées les violences passées qu'ont connues l'Italie (Fava et Grassi) ou le Pérou (Delacroix) à travers leurs répercussions actuelles entre ceux qui en furent les protagonistes ou les victimes. C'est également dans l'actualité que s'inscrit l'analyse qui éclaire la dynamique d'essentialisation des Rohingyas par le pouvoir birman ainsi que le questionnement sur le caractère subjectif d'un terme utilisé par les deux parties au conflit (Lavialle-Prélois) ou encore l'analyse détaillée, à travers les trois dernières décennies, de la terreur utilisée par l'État, les paramilitaires et les grands propriétaires colombiens pour soumettre les populations rurales des Montes de María (González Geraldino). Du côté de l'Afrique c'est à travers l'exemple camerounais qu'est mis en évidence l'usage de la loi anti-terroriste, instituée à partir des exactions de Boko Haram, contre l'ensemble de la population pour consolider l'hégémonie de la classe dominante (Bertolt). Enfin, par rapport aux institutions françaises c'est à trois niveaux que le problème a été posé par les divers auteurs. L'assimilation du terrorisme djihadiste à la « guerre » est

analysée comme un nouveau paradigme de la raison d'État qui redéfinit les frontières symboliques de l'espace social (Sakhi) tandis que l'aumônier musulman, porteur d'un supposé « savoir coupable », participe, involontairement, à l'extension des appareils de surveillance étatiques (Garrush) et que les « mesures exceptionnelles » engendrées par les diverses attaques terroristes ont, en définitive, servi à réprimer des mouvements sociaux (Le Roulley et Long).

Tous les terrains ethnologiques mettent en scène des violences diverses et sont aujourd'hui placés sous lutte antiterroriste ; les acteurs que nous rencontrons lors de nos investigations s'adaptent à cette situation sous contrainte nouvelle, ce qui en soi constitue une donnée à approfondir et à analyser dans chaque cas, en prenant en compte les singularités des logiques en jeu. Les anthropologues, souvent spécialisés sur un domaine singulier, semblent peu prendre la mesure sur leur propre terrain de la spécificité de ce contexte de terreur produit par la lutte antiterroriste et de ses implications. Cette mise entre parenthèses, qui s'inscrit dans la continuité d'une faible attention au long cours pour l'État et le politique, conduit à ce que la terreur et les violences de toutes sortes ne soient guère prises en compte par les anthropologues, français en particulier, alors qu'elles sont l'objet d'études anthropologiques approfondies, par exemple dans des pays latino-américains tels que la Colombie (Triana, 2015), le Mexique (Ferrandi & Feixa, 2004) ou le Brésil (Rifiotis, 2016).

Rappelons cependant que l'écho de ces violences dans la subjectivité de l'anthropologue se comprend dans l'optique d'une réflexivité étendue (Benveniste, 2013) et que la question de la conduite d'enquêtes ethnologiques dans des situations marquées par la violence a fait l'objet de plusieurs numéros de revues depuis une vingtaine d'années. Citons aussi les travaux notables, pluridisciplinaires, issus de son séminaire, rassemblés par Françoise Héritier dans les deux volumes *De la violence* (Héritier, 1996, 1999). L'ouvrage de l'anthropologue Abderrahmane Moussaoui *De la violence en Algérie. Les lois du chaos* (2006) illustre très bien la fécondité d'une démarche anthropologique appliquée à la violence

et à la terreur dont l'Algérie est un parangon ; tout comme les travaux de Véronique Nahoum-Grappe sur l'ex-Yougoslavie (1993, 2002). Mentionnons Mondher Kilani (2006) qui met l'accent sur l'importance des logiques sacrificielles dans les phénomènes de guerre et de violences extrêmes qui se multiplient : ses analyses globales, qui embrassent les rapports politiques et économiques présents, ont suscité des critiques conventionnelles (Eggen, 2008) en dépit de leur pertinence certaine. Plus récemment David Puaud (2018) montre les conséquences du spectre de la radicalisation et de l'islamiste radical sur l'administration sociale.

Notre hypothèse vise ici à inscrire les nouvelles configurations de terreurs multiples et instituées dans un champ anthropologique actuel qui ne peut s'en exempter et dans lequel les réponses des sujets doivent d'autant plus être fouillées qu'elles prennent des visages infiniment divers, inattendus, appelant des perspectives comparatives diachroniques et synchroniques. Aujourd'hui tous les gouvernements instruisent la figure d'un ennemi terroriste à abattre et s'inscrivent dans une lutte antiterroriste globalisée ; cette conjoncture leur permet éventuellement d'éradiquer leurs ennemis politiques et de ce point de vue le Bangladesh fut un des premiers cas parmi les plus exemplaires. L'opération *Clean Heart* en 2002, immédiatement après le ralliement du pays à la lutte antiterroriste initiée par les États-Unis, débouche sur des milliers d'arrestations et de disparitions de personnes appartenant principalement à l'opposition intellectuelle et laïque, préservant les islamistes originellement visés (Selim, 2003a).

L'augmentation du nombre d'actes de terreur opérés solitairement et impulsivement par des personnes en déréliction sociale et psychique ajoute aujourd'hui à la confusion qui règne dans la nébuleuse terroriste au point que le mot perd toute signification précise, que les autorités hésitent à chaque fois avant de qualifier de tels actes, que de nouvelles associations sémantiques émergent pour décrire les phénomènes tel « assassinat terroriste » opéré par un « petit délinquant » à Liège en mai 2018. Trop de terrorisme tuerait le terrorisme ! Pourrait-on dire dans une boutade. On remarque ainsi

en France deux périodes distinctes qui, dans un premier moment suivant 2015, voit le gouvernement multiplier les annonces de terrorisme, avant de se faire beaucoup plus prudent dans les vocables employés au point de dénier *a priori* tout caractère terroriste à des actions telle la prise d'otage du 12 juin 2018 rue des Petites Écuries dans le X^e arrondissement de Paris.

En effet l'invocation du terrorisme permet de construire des cibles de rejet faciles qui englobent plus ou moins tous les étrangers et migrants qu'il s'agit de refouler hors du territoire français ou de délocaliser dans des pays dit « sûrs ». Mais la répétition obsédante d'actes rangés dans la catégorie terroriste crée un climat anxiogène qui lui-même se retourne contre l'État : celui-ci ne serait jamais assez protecteur, vigilant, bref toujours en faute, déficient, face à la sécurité de ses citoyens. Trop intensifier l'angoisse liée au terrorisme devient en effet ingérable et, corollairement, il ne faut pas donner trop de poids à l'ennemi créateur de la terreur, ce qui lui conférerait une sorte d'omnipuissance redoutable pour l'État. L'hypothèse du « fou » se révèle finalement la moins périlleuse et on la voit de plus en plus avancée afin de calmer les esprits. Au point que, y compris lorsque des meurtres, massacres ou fusillades sont revendiqués par l'État islamique, les gouvernements disent ne pas s'y fier et préfèrent attendre des preuves concrètes : on peut citer par exemple les cas du tireur isolé qui a tué 59 personnes et blessé 500 autres dans un concert à Las Vegas le 1^{er} octobre 2017, de la fusillade qui a fait deux morts à Toronto le 22 juillet 2018, ou encore le double meurtre par un homme de sa mère et de sa sœur à Trappes le 24 août 2018. La confusion est sciemment entretenue par les stratèges de l'État islamique dès son émergence en 2014, avec la mise en ligne d'un appel au meurtre en *open source* qui transforme tout acte meurtrier en action potentiellement labellisée par la centrale terroriste. L'adoption de mode opératoire emprunté au phénomène des tueries de masse endémique aux États-Unis – 1,22 en moyenne par jour pour l'année 2018, selon *Le Monde* (Breteau, 2018) – achève de brouiller les significations et entretient

un doute permanent sur les motifs et l'origine des actions meurtrières.

Les victoires sportives – comme celle de l'équipe de France de football en juillet 2018 – sont utilisées par les gouvernements pour créer un sentiment nationaliste unanime contre les attentats dont la mémoire douloureuse est ravivée en France en contraste avec la liesse célébrée pour les héros du moment. « Une petite guérison post-attentats » titre le *Huffington Post* qui exalte l'opposition entre la tragédie passée et le bonheur présent, le traumatisme et la réjouissance. La victoire répare, unifie, fait communier peuple et gouvernants à travers une sorte de « pied de nez » aux terroristes. Les voix dissidentes, à l'instar de celle quasi unique du dirigeant trotskiste Philippe Poutou, sont raillées sur les réseaux sociaux ainsi que par les médias : ces derniers y voient une atteinte provocante à la fusion identitaire qui oppose la haine à la joie triomphale. Cependant, la peur comme l'euphorie n'unifient qu'en apparence (Boucheron & Robin, 2015) : les clivages réapparaissent avec une nouvelle vigueur dès que se ferme l'espace-temps réduit des célébrations et des commémorations. Néanmoins, face à cette nouvelle imposition idéologique – qui pose le soupçon sur ceux qui se mettent en retrait – l'anthropologue est enjoint à questionner les topoï de la violence et de la terreur : où sont-ils quand c'est précisément le bannissement absolutiste de la violence qui fait violence ?

L'évolution des statuts idéologiques de la violence

Les paradoxes sont nombreux face aux violences et aux terreurs, à la fois historiques et présentes. La violence dite révolutionnaire et de classe fut pensée tout au long des XIX^e et XX^e siècles comme un instrument légitime de révolte des dominés contre les dominants. Les guerres de libération, les luttes anticoloniales visaient un pouvoir au bout du fusil selon le célèbre slogan. L'émancipation impliquait la violence et la fin justifiait les moyens. Il est important de se souvenir que la violence en provenance des faibles fut exaltée par certains, stigmatisée comme terreur par

d'autres et cela avant que toute violence soit rejetée dans le pôle du mal absolu et considérée comme immorale. La violence de l'ouvrier sur sa femme fut même excusée comme une réponse à la violence subie dans le travail ! Des formes de violence éducative, à travers les châtiments corporels, furent prônées comme « normales » et « saines ».

Ce n'est donc finalement que récemment que l'élimination de la violence se révèle un enjeu majeur de pacification des rapports sociaux, politiques et environnementaux mais aussi des relations interpersonnelles dans le cadre parental et familial. Cette nouvelle valence négative de la violence doit être référée à la fin de la guerre froide et à la disparition de l'affrontement violent entre les camps communistes et capitalistes, qui justifiait des deux côtés l'usage de toutes les violences disponibles. Décédé il y a quelques années, ce célèbre soldat américain qui, proche de sa fin, se vantait encore d'avoir jeté des « communistes » dans un bain d'huile bouillante et de rire de leur mort, cuits comme des crevettes, durant la guerre de Corée en témoigne sous une forme anecdotique ! L'expulsion de toute violence est de surcroît indispensable à une société de consommation dont le cadre de production est le marché, dont les violences autant douces que brutales sont autorisées car jamais réellement pensées comme telles.

La violence humaine contre la nature, les animaux et toutes les formes d'existence est maintenant fortement combattue comme source de terreur qu'il s'agisse de sacrifices rituels, d'élevage, d'abattage alimentaire ou encore de loisirs. La volonté d'annulation de la violence paraît de plus en plus prééminente sous l'effet d'autres valeurs, telles le care, le soin généralisé dont la déclinaison maternelle constitue une référence incontournable. Les débats – universitaires comme médiatiques – doivent aussi éviter toute violence verbale, perçue comme inutilement provocatrice, terrorisante et nuisant à la bonne confrontation des opinions, des idées, des théories.

À tous les niveaux pourtant ces invocations morales à supprimer les violences de toutes sortes et leurs effets de terreur et de sidé-

ration, s'expriment dans un contexte général de développement des violences, voire de leur augmentation et d'actes dits terroristes. On peut s'interroger ainsi sur les rapports globaux et locaux, touchant des domaines divers, entre l'anathème jeté sur la violence et sa réinstitutionnalisation. Le régime philippin est une illustration politique criante de ce type de paradoxe où l'assassinat en toute impunité des porteurs de la violence – ici liés à la drogue – relégitime la violence de l'État dictatorial et sème la terreur. La dénonciation du terrorisme autorise corollairement le recul de la démocratie et des droits comme le souligne avec force Mireille Delmas-Marty (2010), en faisant de chaque individu un suspect et en surlégitimant la violence policière et étatique.

Sur un autre plan, les récits personnels de dénonciation des violences sexuelles sur internet, qui suivent des scénarios identiques et délibérément détaillés en séquences programmées, n'alimentent-ils pas, symboliquement, ces mêmes violences ? Ils créent en effet une fascination qui est précisément évoquée de façon récurrente sous le thème de la terreur et de la sidération. La pornographie en libre accès et l'hypersexualisation marchande de l'espace public qui constituent les femmes en objet et en proie et les hommes en prédateurs (Selim, 2018a) sont la toile de fond violente de ce partage inédit d'une dénonciation de la violence sexuelle. À cet égard les politiques publiques en faveur des femmes – sous les thèmes de l'égalité, des droits, de la justice et de la protection – sont à ranger dans les nombreuses marchandises morales qui ont cours aujourd'hui (Hours & Querrien, 2018).

L'hégémonie croissante d'une perspective morale sur la société, ses inégalités et ses violences va de pair avec une dépolitisation des phénomènes et un refus d'explication, perçu comme une justification *in fine* (Selim, 2018b). En écho différé à des violences économiques, politiques, financières de plus en plus fortes, s'entend ainsi un chœur éthique d'expulsion de la violence qui les accompagne sans autre efficacité qu'imaginaire, persuadant chacun que les violences existantes sont inévitables et concourent à l'intérêt général. Ceux qui refusent ce pacte moral se mettent au ban de la société,

devenant ses ennemis à abattre et c'est parmi ceux-ci qu'on trouve les « terroristes » de toutes sortes : ceux qui se font justice eux-mêmes en tirant sur une foule pour réparer une humiliation personnelle ou ceux qui font justice au monde entier en tuant froidement, au hasard des représentations de leurs soi-disant opposants.

Des amphibologies constitutives

Valences positives et négatives, déligitimation et réinstitutionnalisation de la violence, condamnation et redynamisation de la terreur, toutes ces figures sont enchevêtrées et les partitions morales se révèlent illusoires et des freins à un regard anthropologique sur des configurations toujours singulières mais aux enjeux désormais globalisés. Ce constat vaut autant pour la Terreur qui suit la Révolution française, qui continue à partager les historiens, que pour les premières périodes après l'avènement des régimes communistes en Asie, de la Chine, du Laos et du Vietnam en particulier (Hours & Selim, 1997 ; Selim, 2003b). La terreur s'installe dans les faits et dans les esprits s'inscrivant dans les cryptes symboliques comme au Laos où les arrestations et les disparitions des années 1975-80 sont référées aux entités invisibles qui dévorent les entrailles de leurs proies.

Les nouvelles médiations technologiques et numériques – qui caractérisent le neurocapitalisme (Griziotti, 2018) – ajoutent encore aux amphibologies constitutives des violences et des terreurs en faisant du fantasme un réel et de la réalité une activité fantasmatique parmi d'autres. Les lynchages, menaces et insultes sur internet, accompagnées ou non de visites au domicile de la cible, terrifient par leur violence non seulement la personne choisie mais tous ceux qui les découvrent, y compris dans les journaux. Leurs initiateurs sont poursuivis devant les tribunaux, éventuellement lourdement condamnés et on comprend à leurs aveux qu'ils n'ont nullement pris la mesure de la terreur qu'ils exerçaient par ces moyens : ils confessent de « mauvaises plaisanteries », un humour suspect comme dans le cas de ces hommes qui se dénomment « Quatrecenttrois » ou

« Spermesurclavier », « Puteféministe », « Monfoutredejuif » ou « Tintindealer », qui s'en sont pris à la journaliste Nadia Daam sur le site *jeuxvideo.com*. L'importance d'internet dans la fabrique de la terreur est illustrée à l'un ou l'autre niveau par les terrorismes qui ne se conçoivent plus sans accompagnement numérique ce qui décuple leur puissance terrorisante. Les images sont si violentes et tellement globalisées qu'on pourrait tout aussi bien se passer des faits concrets, à quelques morts près, pourraient ajouter cyniquement leurs auteurs.

L'écoterrorisme (Denécé & Abou Assi, 2016) qui, pour la bonne cause de la défense de l'environnement, voit certains de ses militants devenir des criminels froids et aguerris, illustre sous un autre angle les amphibologies présentes : comme les djihadistes, les protagonistes sont à ce point convaincus de la justesse de leurs actions que rien ne peut les arrêter dans leur criminalisation progressive. Ceux qui se dénomment avec humour « les porte-parole des poulets » peuvent ainsi casser des vitrines de boucher avec la même violence que les Black blocs, comme à Angers en juin 2018 au nom de l'antisépécisme.

La conjoncture présente est marquée par la dimension statutaire qu'a acquise dans la dernière moitié du XX^e siècle la notion de victime, dont la personne est détentrice de droits, appelant réparation juridique et financière. Le partage, la généralisation du statut de victime en regard de causes multiples et diverses est l'autre versant du regard porté sur des violences et des phénomènes de terreur qui sont comptabilisés comme de plus en plus nombreux. Terroristes et victimes paraissent ainsi les principaux protagonistes du monde global actuel avec d'extraordinaires retournements comme ceux en cours en juillet 2018 au Nicaragua : les anciens révolutionnaires au pouvoir, qui furent désignés comme « terroristes », lancent l'armée contre tous ceux qui s'opposent à leur règne et qu'ils accusent d'être des « terroristes » à la solde de l'étranger. Les étiquettes politiques ou sociales sont désormais inutiles dans les antagonismes entre terroristes et victimes qui animent des scènes théâtrales à toutes les échelles, partant de l'intimité pour monter jusqu'aux enjeux géopo-

litiques. Pour mieux saisir la genèse de cette nouvelle partition entre terroristes et victimes, prendre en compte l'ampleur des processus de désinstitutionalisation que déclenche le néolibéralisme dans tous les contextes nationaux est fructueux ; toutes les anciennes institutions publiques et mesures sociales sont en voie d'effondrement, les gouvernements étant invités à déléguer à des fondations privées et des entreprises, désormais détentrices de l'intérêt général, la gestion des régulations nécessaires à une cohésion sociale minimale. Reste aux acteurs – pourrait-on dire lapidairement – à s'assurer d'un statut et d'une identité de victime face à des oppressions multiples requalifiées en violences et terreurs spécifiques.

Alors que coopération, collaboration, autonomie et autodiscipline sont les mots d'ordre du capitalisme financiarisé et numérisé, que la verticalité du pouvoir semble relever du passé, la croissance de l'autoritarisme dans les façons de gouverner est constatée par les politistes et plus généralement le recul des démocraties. Cette conjoncture pro-autoritaire favorise violences et terreurs dites légitimes car étatiques, au nom du bien commun et de luttes diverses contre des maux publics. On a alors affaire à un développement paradoxal : la politique fait l'objet d'un désaveu croissant dans toutes les régions du monde et joue donc sur la sécurité et les peurs d'insécurité multiples pour renforcer un usage répressif de la violence. Celle-ci est très fréquemment ciblée de manière spectaculaire contre les étrangers, ou contre les fractions sociales inférieures, désignés comme sources de menaces. Le mot d'ordre de non-violence et la condamnation de la violence se généralisant, il ne reste guère que l'émeute comme moyen de contestation, ou d'expression de la révolte, aujourd'hui accompagné d'un usage des techniques numériques pour capter l'attention (Bertho, 2009) ; à moins que les sujets ne retournent la violence contre eux-mêmes : dans la période des révolutions arabes, immolations publiques et automutilations étaient très fréquentes par exemple en Algérie comme forme ultime de protestation, dans un

contexte où le souvenir traumatique des violences de la décennie 1990 entravait les velléités de mobilisation contre le pouvoir.

Guerres et paix ?

Au lendemain des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et de l'instauration de l'état d'urgence au prétexte de la « guerre contre le terrorisme » une tribune publiée dans *Libération* (2015) par un collectif d'intellectuels s'interrogeait : « Ce serait la guerre, désormais. Auparavant non ? Et la guerre pour quoi ? Au nom des droits de l'homme et de la civilisation ? ». Elle rappelait que la France est constamment en état de guerre : pour les seules années 2010 des opérations armées sont menées au Mali, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, en Lybie, en Afghanistan, en Syrie...

À l'inverse, Michel Serres se réjouissait peu de temps après que « malgré le terrorisme, nous vivons des temps de paix » et ajoutait : « J'oserai même dire que l'Europe occidentale vit une époque paradisiaque. [...] C'est un fait historique : depuis sa fondation, l'Union européenne a traversé soixante-dix ans de paix, ce qui n'était pas arrivé... depuis la guerre de Troie ! » (Serres, 2016). Outre que le philosophe se place de lui-même dans le registre du mythe, différents éléments sont intéressants à relever dans son raisonnement et son argumentation. En premier lieu, c'est explicitement parce qu'il conjure la peur d'un retour des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, qui l'ont profondément marqué dans sa jeunesse, que Michel Serres perçoit l'Europe comme un paradis en paix. Cela amène la question de la peur – plus exactement des peurs – qui orientent les perceptions et les interprétations de la réalité. C'est d'autre part parce que la violence des armées européennes ne s'exerce pas sur le continent européen et à l'encontre des populations européennes, mais contre des populations extérieures. En corollaire, son point de vue entérine tout un lexique qui fleurit spécialement depuis la fin de la guerre froide pour euphémiser la violence des opérations armées de la France et/ou l'OTAN et en nier le caractère meurtrier. Celles-ci sont présentées comme des interventions de rétablissement de la paix, de maintien

de l'ordre humanitaire, ou même visant à chasser un dictateur, restaurer la démocratie et faire respecter les droits humains. Les tentatives de légitimation, aussi notoirement fallacieuses soient-elles que la décision d'envahir l'Irak en 2003, s'accompagnent d'une technicité de la communication militaire largement relayée par les médias : les bombardements sont des « frappes », voire des « frappes chirurgicales », supposées cibler les installations militaires et les sites stratégiques au risque de quelques « dommages collatéraux » ; l'occupation de pays tiers est destinée à renforcer les institutions démocratiques et l'État de droit et « intègre » l'action des ONG. Tout un vocabulaire est utilisé pour nier que les destructions sont massives et qu'elles détruisent massivement des vies. C'est la guerre, et la négation de la guerre, appuyée par un déséquilibre vertigineux dans les moyens de destruction et le nombre de victimes qu'elles occasionnent. Après l'hécatombe de la Seconde Guerre mondiale et les désastres que furent pour les États-Unis la guerre du Vietnam, et pour la France celles de l'Indochine et de l'Algérie, les guerres menées à travers le monde par l'alliance dominante, l'OTAN, paraissent acceptables, voire négligeables, pour les opinions publiques euro-américaines dans la mesure où elles sont peu meurtrières pour les forces armées qui y sont engagées et maintiennent les civils loin des théâtres d'opération. En langage militaire, ce sont des projections. On projette les forces armées – et l'exercice de la violence comme celui de la terreur – à l'extérieur. Les citoyens européens et américains peuvent ainsi, à l'instar de Michel Serres, s'imaginer vivre dans un havre de paix... Mais le tableau ne serait pas totalement paradisiaque sans une figuration de l'enfer extérieur, faisant peser la menace permanente d'incursions étrangères, nécessairement diaboliques. Les murs dont s'entourent les États-Unis, l'Europe et Israël sont les manifestations tangibles d'une peur de l'étranger, alimentant les fantasmes xénophobes les plus divers.

Parallèlement, les politiques extérieures menées par les pays de l'OTAN sont structurées par la guerre ou la menace de la guerre aboutissant à une destruction de l'État. Dans un pays comme

l'Algérie, qui a avec la France à la fois une grande proximité, et un long passé de guerres, les « projections » de l'OTAN dans le monde arabe sont souvent vécues avec angoisse, et la peur pointée qu'une intervention occidentale ne vienne un jour à détruire l'État, comme en Irak ou en Libye, à le placer sous un régime de tutelle et d'occupation militaire au prétexte d'une crise interne, comme au Mali, ou à le diviser en plusieurs entités, comme au Soudan. En Amérique latine, la menace de l'impérialisme anglais puis américain s'est de longue date inscrite dans les consciences, et la guerre contre la drogue décrétée par les États-Unis s'est avérée un facteur majeur de dissémination de la violence dans tout l'isthme centre-américain, de la Colombie au Mexique. Les périphéries du monde occidental sont aujourd'hui déstabilisées dans leur ensemble ou menacées de l'être : c'est le cas de l'Amérique centrale, et de toute l'aire géographique allant de la côte atlantique du Sahara jusqu'au Pakistan et à l'Afghanistan. C'est le cas aussi d'une grande partie de l'Afrique subsaharienne.

Déjà, Karl Polanyi (1944) caractérisait le XIX^e siècle comme une période exceptionnelle de paix entre deux phases de guerre généralisée à tout le continent européen. Mais le siècle qui sépare la fin des guerres napoléoniennes de la Première Guerre mondiale est aussi celui des empires (Hobsbawm, 1989) et de l'impérialisme (Arendt, 1948) : la rivalité entre puissances européennes se traduit par une course à la conquête du monde et la guerre est donc portée pour l'essentiel à l'extérieur du territoire européen. C'est durant cette période de paix relative entre les puissances européennes que s'est élaboré au XIX^e siècle un « droit de la guerre » : un ensemble de règles et de normes qui repose sur la distinction entre civils et militaires (puis combattants), limite l'exercice de la violence aux affrontements entre armées régulières et pose les prémisses du droit humanitaire, ainsi d'ailleurs que celles de la préservation du patrimoine (Bazin, 2014). Cette construction idéale visant à contenir l'usage des capacités de destruction n'a prévalu relativement que durant cette période et pour les seuls conflits armés opposant entre eux des États européens (Laurens, 2010). Dès cette époque, ceux-ci

refusent d'appliquer le « droit de la guerre » à deux types de conflits au moins : les guerres coloniales menées à l'extérieur du territoire européen et la répression des mouvements insurrectionnels, révolutionnaires et/ou nationalistes. En interne, c'est l'armée qui maintient ou restaure l'ordre, et on n'hésite nullement à faire donner du canon sur la foule ou à bombarder les villes ou les quartiers révoltés. En externe, les régions colonisées ont souvent été le cadre d'une violence poussée à son paroxysme (Amérindiens aux États-Unis, Namibie, Congo belge, Philippines, Algérie...).

Métamorphoses de l'exercice de la terreur

Si l'Algérie est absente de ce numéro, sa trajectoire – en étroite relation avec celle de la France – est en quelque sorte paradigmatique des métamorphoses de l'exercice de la violence et de la terreur, tout au long des deux derniers siècles. À partir de 1830 l'armée française lancée à la conquête de l'Algérie fait de la terreur son « arme principale », cherchant à « produire un sentiment d'"épouvante" dont les commandants français pensaient qu'il détruirait les liens sociaux et rendrait la population docile » (Brower, 2012 : 60). C'est une guerre totale qui préfigure celles du XX^e siècle, lorsqu'il ne s'agit plus simplement de vaincre une armée régulière au moyen de batailles rangées, mais d'user de tous les moyens de destruction en ciblant directement la population civile.

Dans les années 1950, la guerre d'indépendance algérienne est emblématique des luttes de libération du Tiers monde. Elle est aussi un terrain d'élaboration par l'armée française d'une « doctrine de la guerre révolutionnaire¹ » (ou « contre-révolutionnaire ») qui affine les méthodes expérimentées en Indochine. Celle-ci fait du contrôle de la population l'enjeu principal du conflit, associant usage de la terreur et stratégies « psychologiques » de ralliement. Cet « art français de la guerre² », mis en œuvre aussi au Cameroun (1955-62),

¹ En référence à la « Guerre révolutionnaire » théorisée par Mao Tzedong.

² Pour reprendre le titre du roman d'Alexis Jenni (2011) qui a reçu le prix Goncourt.

s'est largement exporté, via les accords de coopération et de formation militaires, notamment dans les dictatures d'Amérique latine durant les années 1970, ou encore au Rwanda avant le génocide de 1994 (Coquio, 2006). Il est à l'origine de la « doctrine » de la « guerre contre-insurrectionnelle » des États-Unis au Vietnam, puis au Nicaragua et au Salvador ou plus récemment encore en Afghanistan et en Irak. Il a également largement inspiré l'armée algérienne durant la guerre des années 1991-2002 contre les maquis islamistes (Leroux, 2012), qui inaugure la nouvelle conjoncture mondiale de « guerre contre le terrorisme ». Un modèle de contrôle de la population s'est ainsi constitué, qui imprègne aujourd'hui les pratiques policières de maillage territorial et la militarisation des périphéries urbaines, aussi bien en France selon Mathieu Rigouste (2009) que par exemple au Brésil (Piault, 2011).

Retour sur terreur et terrorisme

Il y a une certaine ironie à ce que le terme terreur ait été consacré pour désigner à l'origine une phase de la Révolution française, et non la pratique des armées colonisatrices visant pourtant non seulement à vaincre, mais explicitement à terroriser pour détruire les structures sociales et instaurer un nouvel ordre dominant, puis pour le pérenniser. Par extension, le terme de terreur a d'abord été réservé pour décrire la pratique des États révolutionnaires, puis celles du stalinisme et des États totalitaires.

Le vocable de terrorisme s'impose quant à lui dans la dernière décennie du XIX^e siècle pour (dis)qualifier des actions violentes engagées par des organisations non étatiques contre l'État, ses agents ou ses symboles, ou contre la population civile : anarchistes, révolutionnaires socialistes, libéraux ou nationalistes, partisans et résistants durant les deux guerres mondiales, puis mouvements de libération nationale³. Il s'agit dès l'origine d'un phénomène mondial.

³ Voir l'excellente mise en perspective d'Henry Laurens (2010).

On peut souligner les paradoxes de l'usage du « terrorisme » qui ont été bien mis en lumière par Henry Laurens. En dépit des conventions internationales qui n'ont cessé de proscrire l'usage de la violence contre la population civile depuis deux siècles, les guerres de quelque nature que ce soit se mènent essentiellement contre la population civile, qu'il s'agisse de conflits internes ou entre États. Le second paradoxe en est une sorte de corollaire : « Le terrorisme tue relativement peu de gens en mobilisant le maximum de sa capacité de frappe, tandis que l'État tue beaucoup plus tout en limitant relativement l'usage de la force (il pourrait tuer beaucoup plus). [...] L'action terroriste recherche avant tout la publicité, tandis que l'État cherche, au contraire, à éviter les condamnations internationales. » (Laurens, 2010 : 61). Ainsi, à propos du conflit au Liban en 2006 : « Le Hizbollah est une organisation terroriste qui tue beaucoup plus de militaires que de civils, tandis que l'armée israélienne est une force légale qui tue beaucoup plus de civils que de militaires. » (*ibid.*).

La conjoncture mondiale de guerre contre le terrorisme après le 11 septembre 2011 a donné naissance à un champ de recherche, doté d'une revue, *Terrorism Critical Studies*, dont un recueil de contributions a donné lieu en 2018 à la publication d'un *Handbook*. Timothy Shanahan y examine les différentes approches du terrorisme pour avancer une définition « provisoire » qu'il souhaite objective et suffisamment extensive pour intégrer toutes les dimensions du phénomène débarrassées de considérations morales : « Terrorism is the strategically indiscriminate harming or threat of harming members of a target group in order to influence the psychological states of an audience group in ways the perpetrators anticipate may be beneficial to the advancement of their agenda. » (Shanahan, 2018 : 239). De la sorte, plaide-t-il, sa définition permet d'intégrer aussi bien le terrorisme d'État que celui de groupes non étatiques, ou des formes d'action spécifiques telles que l'écoterrorisme ou le cyberterrorisme, tout en éliminant des formes d'exercice de la violence ou de la terreur qui prennent place dans un cadre relationnel ou interpersonnel, telles les violences « ordi-

naires » des hommes envers les femmes. Enfin, définir le terrorisme comme une forme objective d'action violente (ou de menace), a l'avantage, selon lui, de permettre de mieux examiner objectivement les usages subjectifs, moraux et/ou politiques de la catégorie de « terrorisme ».

Aussi louables que puissent être ses efforts, divers écueils peuvent être rapidement identifiés. En premier lieu, n'est-ce pas une définition si large qu'elle englobe toute forme d'exercice du pouvoir ? On pourrait y reconnaître tout aussi bien le « monopole de la violence légitime » par lequel Max Weber définit l'État, puisque le maintien de l'ordre implique un usage de la violence ou de la menace de violence ciblant certaines catégories sociales particulières. La consolidation du modèle néolibéral de l'État dans les années 1990 va de pair avec un renforcement des politiques sécuritaires et pénales d'une part, des politiques de répression et de criminalisation des migrations d'autre part. Luttres contre l'insécurité, la drogue, l'immigration dite clandestine et, finalement, le terrorisme justifient des dispositifs toujours accrus de répression et de contrôle des fractions sociales populaires, souvent d'origine étrangère et concentrées dans des quartiers urbains ségrégués, et/ou des mouvements de contestation.

La seconde raison pour laquelle il est difficile de trouver une définition objective du terrorisme tient à ce que terreur et terrorisme sont avant tout des termes utilisés pour délégitimer les acteurs qu'ils désignent et la cause qu'ils défendent : il est donc impossible de les dissocier de leurs enjeux politiques et moraux. Les mouvements désignés comme terroristes ne revendiquent généralement pas ce qualificatif, y compris lorsqu'ils théorisent l'usage de la terreur pour atteindre des objectifs politiques : lutte armée, guérilla, résistance, mouvement de libération, révolution. Durant tout le XX^e siècle, une organisation considérée comme terroriste n'est reconnue ni comme armée régulière d'un État, ni comme une formation combattante légitime : elle ne peut donc pas être désignée comme protagoniste d'une guerre mais relève du registre de la répression, de la pacification ou du maintien de l'ordre. La déclaration de « guerre au

terrorisme » par les États-Unis en 2001 tient de l'oxymore et introduit une configuration entièrement nouvelle, puisqu'elle étend le registre du maintien de l'ordre au monde entier (le « gendarme américain »), créant ainsi un droit d'ingérence sans limite, sans pour autant abolir les frontières définissant les souverainetés. Celles-ci sont en revanche reconfigurées, et d'une certaine façon internalisées, autour de la peur de l'étranger et de l'islam, qui unifie tout en divisant – à l'échelle de l'Union européenne par exemple, où le refoulement des « migrants » fait consensus tout en suscitant une crise interne des relations entre États – et stimule la résurgence du spectre de « l'ennemi intérieur ».

La véritable rupture n'est en effet pas tellement produite par le caractère spectaculaire et le nombre considérable de victimes des attentats du 11 septembre 2001, ni même par le fait que pour la première fois de leur histoire les États-Unis ont été atteints sur leur sol par une attaque meurtrière. Dès la chute de l'URSS en 1991, les États-Unis découvrent qu'ils détiennent seuls la capacité de *global reach*, c'est-à-dire de projeter leurs forces armées sur n'importe quel point dans le monde et l'Irak en 1991 en est le premier lieu d'exercice. C'est durant la décennie 1990 que la figure du terroriste, diabolisée et dépouillée de ses motifs politiques et idéologiques, remplace celle de l'adversaire communiste dans la production hollywoodienne (Ballion, 2014), tandis que la thèse du « choc des civilisations » est l'objet d'une large médiatisation. La phraséologie guerrière des États-Unis échafaude de nouvelles catégories d'ennemis : liste des organisations terroristes étrangères, États voyous (soutenant le terrorisme) ou faillis (comme la Somalie où l'intervention des États-Unis en 1992-93 est reconnue comme un désastre), axe du mal... Dans un contexte où l'organisation Al Qaeda qui donne corps aux réseaux djihadistes se redéploie sur de nouveaux fronts après le retrait soviétique d'Afghanistan et se retourne contre ses anciens alliés américains et saoudiens, la figure du terroriste change de nature : elle est dépolitisée, désidéologisée, altérée et confessionnalisée (islamisée). Dans les années 1990, aux États-Unis et dans une très large mesure en Europe, notamment en

France où l'islam a été érigé en enjeu politique central dès les années 1980, le terroriste tend à représenter la figure monstrueuse de l'altérité : il est l'autre par excellence, qui inflige une violence aveugle, non maîtrisée, qui s'attaque aux valeurs de la civilisation, qui est à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du territoire national. Le discours de la guerre contre le terrorisme réactive le registre de la civilisation contre la barbarie, amplifie la peur de l'étranger et ouvre à la résurgence des mythes coloniaux. Les schèmes d'altérisation du terrorisme ne sont évidemment pas une configuration partagée dans tous les États, mais ils offrent l'opportunité aux États dictatoriaux et même à ceux dits démocratiques, partout dans le monde de consolider une rhétorique assimilant classiquement toute forme de contestation à un complot ourdi depuis l'étranger.

Un parcours emblématique

Parcourant ce numéro du *Journal des anthropologues*, le lecteur sera amené à faire voyager sa réflexion d'un continent à l'autre, à travers un choix de pays qui peut sembler hétéroclite, mais de cas singuliers tous significatifs : prisons françaises, Italie, Cameroun, Pérou, Colombie, Birmanie. Se défaire des évidences matraquées quotidiennement par les médias, se pénétrer de la multiplicité des logiques en jeu, se laisser déstabiliser par la confrontation des situations et des acteurs, tel pourrait être résumé le message que transmet cet ensemble de textes qui tous traduisent autant l'impuissance que la puissance des violences et des terreurs qui s'institutionnalisent sur un fond de désinstitutionnalisation généralisée provoquée par la financiarisation capitaliste. Dans ce cadre qui, pour beaucoup, signifie une absence d'avenir et des migrations de désespoir, il est certain que les attaques destinées à terroriser autant les populations que les pouvoirs en place sont destinées à se multiplier et à prendre des formes plus redoutables dont chimiques, attaques simulacres comme celle qui déclenche le 27 août 2018 l'évacuation de l'Assemblée nationale française, ou bien réelles et terriblement mortifères.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARENDET H., 2002 [1948]. *L'impérialisme*. Paris, Seuil.
- AUBRÉE M., 2004. « Religião e violência numa perspectiva transcultural e transnacional. As violências múltiples do religioso », in PEREIRA M. S. & SANTOS L. DE A. (orgs), *Religião e Violência em tempos de globalização*. São Paulo, éd. Paulinas : 173-195.
- BALLION F., 2014. *La représentation de l'ennemi dans le cinéma états-unien. De l'après guerre à la chute du mur de Berlin*. Thèse, École doctorale de droit, Université de Bordeaux.
- BAZIN L., 2014. « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », *L'Homme et la société*, 192 : 143-166.
- BENVENISTE A., 2013. *Se faire violence, analyse des coulisses de la recherche*. Paris, Téraèdre.
- BERTHO A., 2009. *Le temps des émeutes*. Paris, Bayard.
- BERTHO A., 2016. *Les enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*. Paris, La Découverte.
- BRETEAU P., 2018. « Fusillade de Jacksonville. En 2018 seuls 81 jours sans fusillade de masse aux États-Unis », *Le Monde*, 27-8-2018.
- BROWER B., 2012. « Les violences de la conquête », in BOUCHÈNE A. et alii (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*. Paris, La Découverte : 58-63.
- BOUCHERON P., ROBIN C., 2015. *L'exercice de la peur. Usages politiques d'une émotion*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- BOURDIEU P., SAYAD A., 1964. *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Paris, Minuit.
- COQUIO C., 2006. « Guerre coloniale française et génocide rwandais : la responsabilité, l'implication de l'État français et sa négation », *Cahiers d'histoire*, 99 : 49-71.
- DELMAS-MARTY M., 2010. « Typologie juridique du terrorisme : durcissement des particularismes ou émergence d'une communauté mondiale des valeurs ? », in LAURENS H., DELMAS-MARTY M. (dir.), *Terrorisme, histoire et droit*. Paris, CNRS : 165-187.

- DENÉCÉ E., ABOU ASSI J., 2016. *Écoterrorisme. Altermondialisme, écologie, animalisme. De la contestation à la violence*. Paris, Tallandier.
- EGGEN W., 2008. « Mondher Kilani, Guerre et sacrifice. La violence extrême », *L'Homme*, 187-188 : 510-512.
- FERRANDIZ F., FEIXA C., 2004 (eds). *Una mirada antropológica sobre las violencias*. Mexico, ed. Anthropos/UNAM.
- GRIZIOTTI G., 2018. *Neurocapitalisme*. Caen, C&F éditions [en ligne].
- HÉRITIER F., 1996. *De la violence*. Paris, Odile Jacob.
- HÉRITIER F., 1999. *De la violence II*. Paris, Odile Jacob.
- HOBBSBAWM E. J., 1989. *L'ère des empires (1875-1914)*. Paris, Fayard.
- HOURS B., SELIM M., 1997. *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme et génies*. Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., QUERRIEN A., 2018 (dir.). « Les entreprises de marchandises morales », *Multitudes*, 72.
- JACKSON R. (ed). *Handbook of Critical Terrorism Studies*. New York, Routledge.
- KILANI M., 2006. *Guerre et sacrifice. La violence extrême*. Paris, PUF.
- LAURENS H., 2010. « Le terrorisme comme personnage historique », in LAURENS H., DELMAS-MARTY M. (dir.), *Terrorisme, histoire et droit*. Paris, CNRS : 9-66.
- LEROUX D., 2012. « La "doctrine de la guerre révolutionnaire". Théories et pratiques », in BOUCHÈNE A. et alii (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*. Paris, La Découverte : 526-532.
- LIBERATION, 2015 (Collectif). « A qui sert leur guerre ? », 24 novembre.
- MOUSSAOUI A., 2006. *De la violence en Algérie. Les lois du chaos*. Arles, Actes Sud.
- NAHOUM-GRAPPE V., 1993 (dir.). « Vukovar Sarajevo. La guerre en ex-Yougoslavie », *Esprit*.

- NAHOUM-GRAPPE V., 2002 : « Anthropologie de la violence extrême : le crime de la profanation », *Revue internationale des sciences sociales*, 174(4) : 601-609.
- PIAULT M., 2011. « Rio de Janeiro, fin novembre 2010. Guerre de libération, occupation ou opération immobilière ? », *Journal des anthropologues*, 124-125 : 345-357.
- POLANYI K., 1983 [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard.
- PUAUD D., 2018. *Le spectre de la radicalisation. L'administration sociale en temps de menace terroriste*. Paris, Presses de l'École des hautes études en santé publique.
- RIFIOTIS T., 2016. « En los campos de la violencia. Diferencia y positividad », *AVA Revista de antropología (Argentine)*, 27 : 103-116.
- RIGOUSTE M., 2009. *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. Paris, La Découverte.
- SERRES M., 2016. « Michel Serres : nous vivons dans un paradis » (propos recueillis par Nicolas Truong), *Le Monde*, 10 septembre.
- SELIM M., 2003a. « Opération de « "nettoyage" au Bangladesh. "Clean Heart" », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 285-290.
- SELIM M., 2003b. *Pouvoirs et marché au Vietnam* (2 tomes). Paris, L'Harmattan.
- SELIM M., 2018a. « La dualité sexuelle en procès », *L'Homme et la société*, 206 : 21-25.
- SELIM M., 2018b. « Une anthropologie critique à l'ère de la globalisation ? », *Journal des anthropologues*, 152-153 : 215-227.
- SHANAHAN T., 2018. « The definition of Terrorism », *in* JACKSON R. (ed), *Handbook of Critical Terrorism Studies*. New York, Routledge : 223-243.
- TRIANA F. J. P., 2015. *Una mirada antropológica sobre el conflicto, la desigualdad y los procesos de reinserción social en Colombia*. Tesis doctoral, Universidad Complutense de Madrid.

* * *